



**DÉLIBÉRATION 2025 40 –
Débat d'Orienta**tion** Budgétaire 2026 sur la base du Rapport d'Orienta**tion**
Budgétaire**

Séance du Comité syndical du 12 novembre 2025

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et la délibération 2023-35 du comité syndical du 10 octobre 2023 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier stipulent qu'un rapport d'orientations budgétaires présenté par le Président doit faire l'objet d'un débat au Comité syndical, dans un délai de dix semaines précédant la présentation et le vote du budget en M57.

Conformément aux dispositions du décret n°2016-841 du 24 juin 2016, ce rapport doit comporter les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette, l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel sur le plan des rémunérations et du temps de travail.

Le rapport annexé a donc pour objet de présenter les éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre sur les orientations budgétaires de l'exercice 2026.

Il vous est demandé de prendre acte de la tenue du Débat d'Orienta**tion** Budgétaire 2026 sur la base du rapport annexé à la présente délibération.

Le Président



DÉLIBÉRATION 2025 40 -

Débat d'Orientation Budgétaire 2026 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire

Séance du Comité syndical du 12 novembre 2025

Vu l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;

Vu la délibération 2023-35 du 10 octobre 2023 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier qui stipule que dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget en M57, le Président présente au Comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ; que ce rapport donne lieu à un débat au Comité syndical, dans les conditions fixées par l'article 16 des statuts et du règlement intérieur du comité syndical ;

Considérant que, pour les établissements publics de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport comporte l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail ;

Considérant que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires préfigurant les priorités qui seront inscrites dans le cadre du budget primitif 2026 ;

Sur le rapport du Président figurant en annexe ;

Le Comité syndical, après en avoir débattu,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2026 et de la transmission du Rapport d'Orientation Budgétaire annexé.



Le Président,


Sylvain Raifaud

ANNEXE

Rapport du Président sur les orientations budgétaires 2026

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et la délibération 2023-35 du comité syndical du 10 octobre 2023 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier prévoient, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget en M57, un rapport sur les orientations budgétaires. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2026.

Il présente dans une première partie le contexte général de ces orientations budgétaires en rappelant la situation budgétaire et les faits marquants de l'année 2025.

Le rapport expose ensuite les orientations budgétaires pour 2026 sur les deux budgets : le budget principal de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées et le budget annexe de la Régie Velib' consacré à la gestion du service public Velib' Métropole.

Il convient de souligner que l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 21 février 2025 qui a clos le contentieux avec l'ancien délégataire de service public, lève définitivement l'incertitude financière dans laquelle se trouvait l'Agence depuis la fin du contrat de concession en 2018.

La chambre régionale des comptes d'Île-de-France a examiné les comptes et la gestion du syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole (SAVM) pour les exercices 2019 et suivants et a transmis ses observations définitives définitif le 16 septembre 2025. Elle a notamment relevé le fonctionnement régulier du syndicat, des ressources humaines adaptées et une qualité du service public Velib' en amélioration. Elle a également souligné la correcte tenue du débat d'orientations budgétaires.

Sommaire :

1. Le contexte général.....	4
1.1. Les principales évolutions du budget de l'Agence depuis 2017	4
1.2. Le contexte budgétaire du service Autolib'	5
1.3. Le contexte budgétaire du service Velib' Métropole	6
1.4. L'année 2025	7
2. La structure de la dette du Syndicat.....	8
3. Les projections budgétaires pour 2026.....	9
3.1. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget principal en 2026.....	9
3.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' Métropole en 2026	9
4. Les effectifs du Syndicat – à mettre à jour (éléments non communiqués).....	11
4.1. La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2025.....	11
4.2 Les prévisions d'effectifs et de dépenses de personnel pour 2026 (budget principal et budget annexe Velib')	13
4.3 Le temps de travail pour l'ensemble du personnel.....	15
4.2. Le régime indemnitaire	15
4.3. La nouvelle bonification indiciaire (NBI).....	15

1. Le contexte général

1.1. Les principales évolutions du budget de l'Agence depuis 2017

L'Agemob, anciennement syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, assume depuis 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire :

- La première compétence, Autolib', faisait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget principal de l'Agence sur la base des engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public. La fin prématurée de la concession, le 25 juin 2018, a engendré une modification significative de la forme du budget principal, qui enregistrait précédemment les flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipement) de cette concession.

L'Agence a eu l'obligation de recourir dès 2019 à l'appel de contributions auprès des collectivités adhérentes afin de pouvoir équilibrer ce budget et provisionner les risques inhérents au litige l'opposant à la société par actions simplifiée (SAS) Autolib' qui réclamait un dédommagement s'élevant à 235,24 M€.

Ainsi, une provision sur 5 ans a été constituée pour 20 M€, par délibération du 15 mars 2019. Le 22 juin 2022, la décision modificative n°1 a approuvé l'augmentation de 12,5 M€ de cette provision, portant son montant à 32,5 M€.

Par jugement du 21 février 2025, la Cour administrative d'appel de Paris a condamné le syndicat à verser à la société Autolib' une somme de 66,1 M€, assortie des intérêts de retard, soit un total de 75,5 M€. Après prise en compte des provisions constituées, la charge résiduelle s'élève à 43 M€.

La direction générale des Finances publiques, en accord avec la direction générale des collectivités locales, a autorisé l'Agence à étaler cette charge jusqu'en 2029 et à l'enregistrer, conformément à l'instruction comptable M57, de manière dérogatoire en section d'investissement, ce qui permet son financement par emprunt.

Dans ce cadre, l'Agence a souscrit 2 prêts auprès de l'Agence France locale :

- Un emprunt de 33 M€ sur 5 ans, jusqu'en avril 2029 ;
- Et un prêt relais complémentaire de 10 M€ sur 1 an, avec remboursement du capital en 2 temps : 8 M€ en juillet 2025 et le solde de 2M€ à l'échéance d'avril 2026. Les intérêts sont payables trimestriellement.

Les deux financements ont été octroyés par l'AFL sans frais et peuvent être remboursés par anticipation également sans frais. Les intérêts sont à taux variable (Euribor 3M) d'environ 3%.

A ce jour, 42 collectivités membres ont fait le choix du paiement immédiat de l'indemnité assortie des intérêts de retard qui s'élève à 38 640€ par station. Fin octobre 2025, 4 créances (17 stations) restent ouvertes à ce titre pour 656 880€.

29 communes ont opté pour l'étalement en contribuant annuellement au remboursement du prêt sur 5 ans. Pour 2025 (période d'avril à décembre), le montant s'élève à 6 900€ par station. Fin octobre 2025, 10 créances (63 stations) restent également ouvertes pour 434 700€.

- La seconde compétence, Velib' Métropole, fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe de l'Agence, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' Métropole, dans le cadre du marché public conclu avec la Société Smovengo le 9 mai 2017 pour une durée de 15 ans.

Si les premiers exercices ont été caractérisés par la montée en charge du service, en 2020, 1 390 stations étaient en service sur les 1 402 stations programmées.

L'exercice 2021 a vu un accroissement du service avec l'ouverture de 31 nouvelles stations, puis 26 stations supplémentaires en 2022 et 31 nouvelles stations en 2023, portant leur nombre total à 1 478 stations.

En 2024, seules 10 nouvelles stations ont pu voir le jour pour des raisons extérieures à l'Agence. En cette année olympique et paralympique, les délais de traitement ont été rallongés. Fin 2024, le nombre de stations total était donc de 1 488.

Le plan de charge de 2025 fixait un objectif de 40 nouvelles stations, dont 21 ont été réalisées et une dizaine sont en cours de réalisation au 4^e trimestre, portant le nombre total de stations à 1 519.

L'ouverture de 25 nouvelles stations est prévue en 2026

Les orientations budgétaires 2026 portent sur l'activité globale de l'Agence. Elles sont présentées successivement pour chacune des deux compétences, Autolib' et Velib' Métropole dont les deux budgets doivent être équilibrés.

1.2. Le contexte budgétaire du service Autolib'

Les opérations prévues et réalisées sur le budget principal de l'Agence correspondent à la fois aux opérations générales liées à son administration et aux opérations relatives à la clôture de l'activité Autolib'.

En ce qui concerne l'investissement, l'endettement de l'Agence était nul depuis août 2022.

Comme indiqué précédemment, se sont ajoutés au budget 2025, les flux en recettes et en dépenses de l'emprunt de 43M€.

Les biens de retour de la concession n'ont pas encore été réintégrés comptablement à l'actif du syndicat. L'Agence est dans l'attente d'instructions de la part de la DRFiP afin de procéder aux opérations comptables (sans transcription budgétaire), et ainsi restituer comptablement ces biens aux communes, afin qu'elles en récupèrent la pleine propriété.

Dans cette attente, les écritures d'amortissement subsistent dans le budget 2025. Le budget 2026 devrait permettre l'apurement de l'ensemble des écritures patrimoniales qui subsistent depuis la fin de la concession.

En fonctionnement, les charges à caractère général sont principalement composées des frais de location relatifs au siège du syndicat.

Les charges de personnel ne concernent que les agents mutualisés entre les opérations d'administration générale de l'Agence, Autolib' d'une part et Velib', d'autre part. Une clé de répartition par agent génère des remboursements, croissants entre 2019 et 2025, de la part du budget annexe.

Les charges financières concernent le nouvel emprunt souscrit en 2025. Les provisions du contentieux Autolib' ont été soldées. Subsistent encore des provisions pour deux contentieux (Antony et GPSEA).

Pour rappel, sur l'exercice 2025, les principales dépenses budgétées sont :

- Des charges de personnel de l'ordre de 1 624 800€ ;

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20251112-2025-40-DE
Date de télétransmission : 13/11/2025
Date de réception préfecture : 13/11/2025

- Des charges de gestion courante de 1 054 980€ comprenant notamment les locations et charges immobilières pour 364 480€ et les honoraires liés aux procédures contentieuses pour 390 000€. En 2026, ce poste devrait fortement diminuer, même si 2 contentieux subsistent (Antony et GPSEA) ;
- Les frais financiers budgétés pour 900 K€ ;
- Les indemnités fixées par le jugement de la Cour administrative d'appel pour 75,5 M€

Les principales recettes de fonctionnement sont constituées par :

- Les contributions des collectivités adhérentes pour participer au socle commun, soit 1 450 € par station (liste arrêtée au 25 juin 2018), selon délibération du 24 avril 2025 ;
- La refacturation des charges et personnel mutualisés au budget annexe, permettant de couvrir les dépenses de l'Agence à hauteur de 1,726 M€ ;
- Les reprises sur provisions pour 32,5 M€.

Le budget d'investissement, s'élève à 61,5 M€, dont 43 M€ de charges à étaler en dépenses et 43 M€ d'emprunt en recettes.

1.3. Le contexte budgétaire du service Velib' Métropole

Depuis le 8 février 2017, l'Agence pilote la mise en place et l'exploitation du service Velib' Métropole.

Cette compétence optionnelle, sur adhésion spécifique des collectivités volontaires, fait l'objet d'un budget annexe équilibré en recettes et dépenses dédié au service Velib' Métropole. Les crédits sont principalement inscrits en section de fonctionnement.

Comme indiqué précédemment, le déploiement du service Velib' Métropole en 2018 a connu des dysfonctionnements importants jusqu'à la fin de l'année 2019. Le contexte de mouvements sociaux et de grève des transports de la fin de l'année 2019 et début 2020 puis les mesures exceptionnelles prises pour faire face à la crise liée à la pandémie de Covid 19 ont provoqué une forte augmentation de la fréquentation du service Velib' Métropole. En dépit des contraintes sanitaires qui ont été imposées aux entreprises et aux salariés, Smovengo a pu assurer la continuité du service. Cette évolution positive s'est accompagnée d'une modification sensible de l'utilisation du service avec un usage très marqué des vélos à assistance électrique (VAE) par rapport à celui des vélos mécaniques (VM), qui représentaient pourtant plus de deux tiers du parc des vélos disponibles, ce qui a eu des incidences importantes sur les conditions d'exploitation du service.

Le service a poursuivi son développement de 2021 à 2025 avec l'ouverture de 98 stations supplémentaires. En 2024, le service Vélib' Métropole a enregistré 49,3 millions de trajets, en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre illustre la montée en puissance des mobilités partagées dans la Métropole du Grand Paris.

Dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, jusqu'à 14 stations géantes Vélib' ont été installées aux portes de 10 sites de compétition, ajoutant 3 600 places au réseau habituel. Les 4 stations situées hors Paris ont été financées intégralement par la Métropole du Grand Paris et les 10 stations situées à Paris par la Ville de Paris et par la Métropole.

Les visiteurs venus pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ont été séduits par Velib', perçu comme symbole du vélo à la parisienne voire peut-être pour certains, du vélo partagé en ville à la française. 92 % des souscripteurs sont Européens, les Français en représentant 65 %.

336 000 personnes ont recouru à Velib' en juillet 2024. 143 000 courses ont été réalisées chaque jour en moyenne, soit 11 % de plus par rapport à 2023.

En 2025, on relève une baisse du nombre d'abonnés en fin d'année par rapport à 2024 en juillet et des recettes en hausse par rapport à 2024.

Accusé de réception en préfecture
075200021624-20251112-2025-40015
Date de télétransmission : 13/11/2025
Date de réception préfecture : 13/11/2025

1.4. L'année 2025

Les principaux postes de dépenses comprennent :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait du marché Velib' pour 1 050 stations et le paiement annuel de la prestation au BPU, soit 352 stations hors Paris commandées pour un montant de 49,2 M€ soit 71,72 % des dépenses réelles ;
- Les autres charges à verser au titulaire du marché pour près de 17 M€, soit 24,73% des dépenses réelles, détaillées comme suit :
 - Intéressement aux recettes : 5,930 M€
 - Compensation de la surutilisation des vélos : 5,970 M€
 - Installation de nouvelles stations : 0,5 M€
 - Surcoût exploitation VAE : 1,138 M€
 - Exploitation des stations au-delà de 1402 : 0,420 M€
 - Autres prestations, dont déposes, reposés et neutralisations : 0,971 M€ ;
- Les charges du personnel affecté pour 0,351 M€ et le remboursement du personnel mutualisé s'élevant à 1,2 M€ ;
- Les autres charges mutualisées à hauteur de 0,445 M€ ;
- Les autres charges (prestations de service, études et honoraires, charges de gestion courante) pour 0,371 M€.

Les principales recettes du budget annexe Velib' Métropole sont composées :

- Des recettes usagers pour 31,85 M€, soit 46,42% des recettes réelles ;
- De la contribution de la Ville de Paris basée sur 1 010 stations au montant de 22 304€ par station (exploitation et fonctionnement du syndicat), soit 22,527 M€ (32,83% des recettes réelles)
- De la contribution des collectivités hors Paris pour 5,668 M€, soit 11 152€ par station pour 518 stations
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris s'élevant à 7,336 M€ (10,7% des recettes réelles)
- Des recettes des prestations complémentaires pour 1,23 M€.

En investissement, le budget de la Régie Velib' s'élève en dépenses et en recettes à 62 220€, essentiellement constituées de cautions perçues et reversées.

2. La structure de la dette du Syndicat

En 2025, l'Agence a souscrit 2 emprunts auprès de l'Agence France locale :

- Tableau d'amortissement de l'emprunt de 33 M€ sur 5 ans

N° d'échéance	Date de début	Date d'échéance	Capital restant dû	Montant d'amortissement	Taux d'intérêt (Taux + Marge)	Montant intérêts	Commission de Gestion	Montant d'échéance
	28/04/2025		33 000 000 €					
1	28/04/2025	21/07/2025	30 937 500 €	2 062 500 €	2,921	224 917,00 €	0,00 €	2 287 417,00 €
2	21/07/2025	20/10/2025	28 875 000 €	2 062 500 €	2,784	217 717,50 €	0,00 €	2 280 217,50 €
3	20/10/2025	20/01/2026	26 812 500 €	2 062 500 €	2,764	203 960,17 €	0,00 €	2 266 460,17 €
4	20/01/2026	20/04/2026	24 750 000 €	2 062 500 €	2,775	186 011,72 €	0,00 €	2 248 511,72 €
5	20/04/2026	20/07/2026	22 687 500 €	2 062 500 €	2,775	173 610,94 €	0,00 €	2 236 110,94 €
6	20/07/2026	20/10/2026	20 625 000 €	2 062 500 €	2,775	160 892,19 €	0,00 €	2 223 392,19 €
7	20/10/2026	20/01/2027	18 562 500 €	2 062 500 €	2,775	146 265,63 €	0,00 €	2 208 765,63 €
8	20/01/2027	20/04/2027	16 500 000 €	2 062 500 €	2,775	128 777,34 €	0,00 €	2 191 277,34 €
9	20/04/2027	20/07/2027	14 437 500 €	2 062 500 €	2,775	115 740,63 €	0,00 €	2 178 240,63 €
10	20/07/2027	20/10/2027	12 375 000 €	2 062 500 €	2,775	102 385,94 €	0,00 €	2 164 885,94 €
11	20/10/2027	20/01/2028	10 312 500 €	2 062 500 €	2,775	87 759,38 €	0,00 €	2 150 259,38 €
12	20/01/2028	20/04/2028	8 250 000 €	2 062 500 €	2,775	72 337,89 €	0,00 €	2 134 837,89 €
13	20/04/2028	20/07/2028	6 187 500 €	2 062 500 €	2,775	57 870,31 €	0,00 €	2 120 370,31 €
14	20/07/2028	20/10/2028	4 125 000 €	2 062 500 €	2,775	43 879,69 €	0,00 €	2 106 379,69 €
15	20/10/2028	22/01/2029	2 062 500 €	2 062 500 €	2,775	29 889,06 €	0,00 €	2 092 389,06 €
16	22/01/2029	20/04/2029	0 €	2 062 500 €	2,775	13 990,63 €	0,00 €	2 076 490,63 €

- Tableau d'amortissement de l'emprunt de 10 M€ sur 1 an

N° d'échéance	Date de début	Date d'échéance	Capital restant dû	Montant d'amortissement	Taux d'intérêt (Taux + Marge)	Montant intérêts	Commission de Gestion	Montant d'échéance
1	28/04/2025	21/07/2025	10 000 000 €	0 €	2,851	66 523,33 €	0,00 €	66 523,33 €
2	21/07/2025	05/08/2025	2 000 000 €	8 000 000 €	2,714	9 046,67 €	0,00 €	8 009 046,67 €
3	21/07/2025	20/10/2025	2 000 000 €	0 €	2,714	13 720,78 €	0,00 €	13 720,78 €
4	20/10/2025	20/01/2026	2 000 000 €	0 €	2,694	13 769,33 €	0,00 €	13 769,33 €
5	20/01/2026	20/04/2026	0 €	2 000 000 €	2,705	13 525,00 €	0,00 €	2 013 525,00 €

Au plus tard, le 20 avril 2029, l'Agence aura remboursé l'intégralité de la dette issue du contentieux Autolib'. Il est néanmoins rappelé que les deux emprunts peuvent faire l'objet de remboursements anticipés sans frais.

En ce qui concerne l'emprunt de 10 M€, il sera intégralement remboursé à l'échéance d'avril 2026 avec un taux se situant entre 2,83% et 2,93%. En effet, un remboursement anticipé au 31 décembre 2025 n'est pas envisageable en trésorerie car, comme indiqué au point 1.1., toutes les villes n'ont pas encore réglé leur part.

3. Les projections budgétaires pour 2026

Le présent rapport détaille les projections pour 2026 des deux budgets : d'abord le budget principal concernant le socle commun dont la compétence Autolib', puis le budget annexe concernant la compétence Velib'.

3.1. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget principal en 2026

En 2026, le budget primitif sera construit sur la base d'un appel à contribution des collectivités adhérentes pour participer au financement et à l'équilibre du socle commun défini par les statuts du 2 décembre 2024, c'est-à-dire les affaires présentant un intérêt commun de tous les membres, notamment les études relatives aux mobilités partagées, les missions de coopération ou de coordination et la gestion de la fin de la compétence Autolib'.

Les montants à inscrire seront les suivants :

- Les dépenses 2026 du budget principal seront constituées des frais de fonctionnement de l'Agence (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers) et des études et honoraires nécessaires à la clôture des deux contentieux existants.
S'agissant des études opérationnelles portant sur le développement des mobilités partagées, comme prévu dans nos statuts, leur financement sera organisé par des conventions financières entre l'Agemob et les collectivités concernées.
- En recettes, pour le fonctionnement du socle commun du Syndicat, il est proposé une contribution de 760 € euros par station Autolib' selon la liste arrêtée au 25 juin 2018, soit un montant total de 846 K€. L'objectif des contributions étant de garantir l'équilibre du budget, ces montants pourront être réduits au moment du budget supplémentaire après intégration du résultat définitif de l'exercice 2025 ;
- La quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Velib' Métropole estimée à 1,72 M€ ;
- Un virement en compte de résultat des subventions reçues pour 2,84 M€ (recette d'ordre) ;

Se rajoutent les flux liés à la dette :

- En dépenses, les remboursements trimestriels des deux emprunts actualisés avec un taux à 3% pour l'emprunt de 33 M€ et à 2,93 % pour l'emprunt à 10 M€ afin de prévenir toute augmentation des taux et éviter un appel à contribution supplémentaire, soit un montant total de 10,99 M€.
- En recettes, les remboursements des collectivités ayant opté pour l'étalement pour 10,99 M€. En cas de baisse des taux, le trop-perçu sera répercuté sur l'année suivante.

3.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' Métropole en 2026

Il est rappelé que compte tenu de la date avancée du DOB et du vote du budget qui s'ensuivra en fin d'année, les prévisions budgétaires sont confrontées à trois aléas majeurs qui les rendent difficiles à appréhender. Il s'agit notamment du taux de revalorisation du marché qui ne sera connu que fin février ou début mars 2026, du nombre total de courses qui compose le calcul de l'indemnité de surutilisation des VAE (avenant 12) et pour finir des recettes attendues sur l'ensemble de l'année 2026 à la suite de la réforme tarifaire entrée en vigueur le 12 août 2025.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20251112-2025-40-DE
Date de télétransmission : 13/11/2025
Date de réception préfecture : 13/11/2025

Les principaux éléments de dépenses à prendre en compte pour le budget primitif 2026 sont :

- Le versement au titulaire du marché du montant de 49,21 M€.
Le coefficient de révision de prix, applicable au marché, resterait stable par rapport à 2025. Le coefficient définitif de révision de prix sera connu courant mars 2026. La modification éventuelle de ce paramètre devra donc être intégrée au premier semestre 2026 lors du vote du BS 2026 par exemple.
- L'intéressement aux recettes 2025 pour 6,17 M€ ;
- La compensation de surutilisation des vélos évalué à 5,48 M€ en 2026 ;
- L'indemnité pour vol et vandalisme des vélos et des stations pour un montant de 2,10 M€, ce montant correspondant au maximum défini par le marché ;
- Le surcoût lié à l'augmentation de la part des VAE pour 1,15 M€ ;
- L'installation et l'exploitation de stations supplémentaires pour 0,6 M€ ;
- Les autres prestations dont neutralisations, déposes, reposés pour 0,6 M€ ;
- L'exploitation des stations au-delà de 1402, soit 0,42 M€ ;
- L'extension de stations dans Paris pour 0,27 M€.
- Les stations humanisées pour 0,2 M€ ;
- Les dépenses de fonctionnement du budget de la Régie Velib' sont estimées pour 2026 à 2,18 M€. Elles concernent les dépenses suivantes :
 - Charges de personnel dédiées uniquement au service Velib' Métropole (déploiement, contrôle, comptabilité, communication...) ;
 - Les dépenses spécifiques dédiées (marchés communication, juridique, AMO) ;
 - La quote-part des personnels (direction, vie institutionnelle, ressources humaines, finances/marché...), des services et moyens (locaux, logistique, ...) mutualisés avec le service Autolib'.

A noter que le personnel reste inchangé.

Le budget 2026 est marqué par l'augmentation de l'intéressement aux recettes de 0,24 M€ mais une baisse de près de 0,5 M€ de la compensation de surutilisation des VAE.

L'année 2026 sera marquée également par l'installation de 25 nouvelles stations.

Au total, le montant des dépenses est estimé à 68,38 M€, soit une diminution, à date, de 0,77 % par rapport à 2025 (-0,53 M€).

En recettes, le budget annexe Velib' Métropole sera composé de :

- Des recettes usagers :
 - L'augmentation des recettes du service Velib' constatée en 2025 devrait se poursuivre en 2026 et le montant total devrait atteindre les 36 M€.
En 2024, grâce aux Jeux Olympiques et Paralympique de Paris, les recettes usagers ont un affiché un montant jamais atteint, soit 32,51 M€.
En 2025, compte tenu du développement du service, de la tendance constatée sur les usages 2025, du nombre d'abonnés record (531 000 en juillet) et de la révision tarifaire, les recettes sont estimées à 33,4 M€.
Pour 2026, l'augmentation des recettes usagers reste d'actualité, comme indiqué précédemment, notamment grâce à l'impact de la révision tarifaire avec une estimation de recettes à 36 M€
- D'une subvention de la Métropole du Grand Paris (MGP) de 6 M€ (4,54 M€ au titre des stations de la première phase de déploiement et 1,46 M€ pour les nouvelles stations) en l'état de la convention qui lie la MGP à l'Agence ;
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes à la Régie Velib' Métropole sur la base de 1 544 stations dont 1 010 stations pour la Ville de Paris et 534 stations

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20251112-2025-40-DE
Date de télétransmission : 13/11/2025
Date de réception préfecture : 13/11/2025

pour les communes hors de Paris. Les montants de ces contributions seront les suivants :

- 1 200 € par station au titre de la contribution de fonctionnement de la Régie pour l'ensemble des collectivités ;
- 18 780 € par station au titre de la contribution d'exploitation du service pour la Ville de Paris ;
- 8 790 € par station au titre de la contribution d'exploitation pour les collectivités hors Paris ;

Soit un total de 25,45 M€ venant des collectivités.

- Du remboursement de frais de dépose, de repose et de neutralisation pour 0,93 M€

Le montant des recettes à inscrire au budget annexe en 2026 est donc estimé à 68,38 M€. Il est en diminution de 0,53 M€, soit 0,77% par rapport à 2025.

En l'état de ces orientations budgétaires, comme chaque année depuis 2018, l'équilibre du budget annexe repose principalement sur les recettes usagers et les contributions des collectivités adhérentes.

4. Les effectifs du Syndicat – à mettre à jour (éléments non communiqués)

4.1. La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2025

La répartition des effectifs budgétaires par filière et par catégorie projetée au 31 décembre 2025 :

Filières	Titulaires			Contractuels			Total
	A	B	C	A	B	C	
Administratif	5	2	3	6	-	-	16
Technique	3	-	3	2	-	-	8
TOTAL	8	2	6	8	0	0	24

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, **l'effectif**, par rapport à l'année 2024 et aux prévisions de l'année 2025, **a diminué**. Cela fait suite au départ d'un agent. Grâce à l'organisation mise en place, l'absence d'agent sur cet emploi pendant plus d'un an n'a pas généré de difficulté ni occasionné de charge de travail supplémentaire pour le responsable budgétaire ainsi que le comptable.

Comme les années précédentes, une répartition entre le socle commun et la Régie Velib' a été opérée sur l'année 2025.

Les dépenses de rémunération

Les dépenses de rémunération projetée au 31/12/2025 tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires et les avantages en nature se répartissent de la manière suivante :

traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires et les avantages en nature se répartissent de la manière suivante :
 075-200021624-20251112-2025-40-DE
 Date de réception préfecture : 13/11/2025

Éléments de rémunération	Masse salariale globale projetée au 31/12/2025 en €	Proportion %
Traitements indiciaires	833 150,00 €	44,41%
Régimes indemnitaires	472 511,00 €	25,19%
Nouvelles bonifications indiciaires	7961,00 €	0,42%
Heures supplémentaires	0,00 €	0,00%
Avantages en nature	0,00 €	0,00%
Contributions employeur	489 582,00 €	26,10%
Autres charges UP-CNAS-ACMS- FNC-SFT	72 900,00 €	3,88%
Total	1 876 104,00 €	100,00%

Les dépenses projetées par activité au 31 décembre 2025 sont les suivantes :

	Coût prévisionnel par activité en 2025
Socle commun'	378 649,00 €
Velib'	1 497 455,00 €
TOTAL de la masse salariale	1 876 104,00 €

Les montants refacturés au 31 décembre 2025 s'établiraient de la manière suivante :

	Budget 2025	Mandaté au 31/10/2025	Prévision au 31/12/2025	Solde prévisionnel
Budget principal	1 624 800,00 €	1 276 230,00 €	1 553 235,00 €	71 565,00
Budget annexe	1 557 400,00 € Dont 1 206 400,00 € de refacturation	267 440,00 €	1 497 455,00 € Dont 1 187 000,00 € de refacturation	59 945,00
TOTAL	3 182 200,00 €		3 050 690,00 €	131 510,00 €
TOTAL hors refacturation	1 975 800,00 €		1 863 690,00 €	112 110,00 €

Le personnel 100 % Velib' est affecté sur le budget annexe de la Régie Velib' et la refacturation concerne les agents exerçant principalement les fonctions mutualisées.

4.2 Les prévisions d'effectifs et de dépenses de personnel pour 2026 (budget principal et budget annexe Velib')

En 2026, l'effectif global du personnel devrait sensiblement augmenter par rapport à 2025.

Filières	Titulaires			Contractuels			Total
	A	B	C	A	B	C	
Administratif	6	2	3	6	-	-	17
Technique	3	-	3	2	-	-	8
TOTAL	9	2	6	8	0	0	25

La masse salariale globale devrait s'établir à 3 222 060,00 euros en 2026 en tenant compte du GVT, et du transport. La diminution **de la masse salariale** hors refacturation serait donc de **0,71 %**.

	Prévision BP 2026	BP (votés) 2025
Budget principal	1 666 800,00€	1 624 800,00 €
Budget annexe	1 555 260,00€ dont 1 260 200,00 € de refacturation	1 557 400,00 € Dont 1 206 400,00 € de refacturation
TOTAL	3 222 060,00€	3 182 200,00 €
TOTAL (hors refacturation)	1 961 860,00€	1 975 800,00 €

La refacturation prévisionnelle pour l'année 2026 devrait s'élever à **1 260 200,00 €**.

La prévision par activité 2026 serait de :

	Prévision par activité BP 2026	BP (votés) 2025
Socle commun'	406 600,00 €	418 400,00 €
Velib'	1 555 260,00€	1 557 400,00 €
TOTAL (hors refacturation)	1 961 860,00€	1 975 800,00 €

4.3 Le temps de travail pour l'ensemble du personnel

Comme les années précédentes, les agents de l'Agence (Autolib' et Velib'), sous réserve de l'accord de la hiérarchie, peuvent choisir parmi 4 temps de travail hebdomadaires (35h15 ; 36h30 ; 37h30 et 38h20).

De plus, une diversité de cycles de travail hebdomadaires est proposée aux agents (4, 4,5 et 5 jours) pour leur permettre une plus grande souplesse et flexibilité organisationnelle et une meilleure articulation entre leur vie professionnelle et leur vie privée.

Le temps de travail hebdomadaire peut également s'effectuer en télétravail à raison de 2 jours maximum par semaine pour un cycle de 5 jours, 1,5 jours pour un cycle de 4,5 jours et 1 jour maximum pour un cycle de 4 jours.

4.2. Le régime indemnitaire

Le régime indemnitaire mis en œuvre pour l'ensemble des agents de l'Agence est le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

4.3. La nouvelle bonification indiciaire (NBI)

Cinq fonctionnaires (trois en catégorie A, un en catégorie B et un en C), bénéficient au titre de leur fonction d'encadrement et ou des spécificités du poste d'une NBI de 10 à 25 points.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20251112-2025-40-DE
Date de télétransmission : 13/11/2025
Date de réception préfecture : 13/11/2025